

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 12 juin 1997

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président
madame SOUGNE et messieurs CHERUY et MOORAT,
membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs BOES, VANDENBOSSCHE et VAN BUYTEN,
membres effectifs

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue

29.135/I/PN
RC/YD

Par lettre du 30 avril 1997, le Ministre de l'Economie a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Institut belge de Normalisation.

Sur la base des articles 60, § 1, et 61, §§ 2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, (L.L.C.), la C.P.C.L. siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 12 juin 1997 et a émis l'avis suivant.

x

x

x

Le ministre propose d'adapter comme suit les cadres linguistiques:

Degrés de la hiérarchie	Emplois du cadre organique	Cadre F.	Cadre N.
1	2	1	1
2	4	2	2
3	7	3	4
4	3	2	1
5	10	5	5
6	16	8	8

Les organisations syndicales ont été consultées au sujet de ce projet.

x

x

x

Analyse du projet

I. Emplois d'un grade égal ou supérieur au grade de directeur

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition des emplois de direction, celle-ci étant conforme à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2 des L.L.C.

II. Emplois d'un grade inférieur à celui de directeur

Le ministre propose de maintenir la proportion des cadres linguistiques actuels aux degrés 3 à 6.

Il résulte de renseignements communiqués par le ministre, qu'aucun changement n'est intervenu dans le volume des affaires traitées en français et en néerlandais à l'Institut belge de Normalisation depuis l'examen du projet de cadres linguistiques précédents par la C.P.C.L. (avis n°28.017 du 5 septembre 1996).

Le ministre avait communiqué à l'époque à la C.P.C.L. des données chiffrées au sujet du volume de travail dans les directions de l'I.B.N.

Pour une partie des missions de l'I.B.N. qui relève de l'étude et de la conception, une proportion 50/50 avait été retenue conformément au principe de l'égalité des deux langues nationales soit pour 13 emplois (en tenant compte des effectifs de l'époque).

Pour les 29 emplois restants, on appliquait le pourcentage du volume de travail communiqué par service, soit 50% F. - 50% N pour les services généraux, 59,2% F. - 40,8% N. pour les services techniques, 43,3% F. - 56,7% N. pour le service documentation-vente et 50% F. - 50% N pour le service logistique.

Du calcul des données reprises ci-dessus, résultait un volume de travail global se chiffrant à 50% F. - 50% N.

La C.P.C.L. émet dès lors un avis favorable à la proportion proposée par le ministre 18 F./18 N.

Le présent avis est notifié au Ministre de l'Economie qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ème alinéa des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 12 juin 1997

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS